

# **PROJET**

## **LOI DE FINANCES 2024**

### **ANNEXE**

**SITUATION SUR LA REMUNERATION DES AGENTS  
PUBLICS AU 30 JUIN 2023 ET PERSPECTIVES 2024**

\*\*\*\*\*

- **Exécution des salaires et des pensions au 1<sup>er</sup> semestre 2023**
- **Défis de la maîtrise des effectifs**
- **Perspectives pour l'exercice budgétaire 2024**

## 1. Exécution de la masse salariale et des pensions au 30 juin 2023

Compte tenu du poids des salaires dans le budget de l'Etat qui s'élève à plus de **18,6%** dans la Loi de finances 2023 révisée, la soutenabilité de la masse salariale demeure l'un des enjeux prioritaires de l'objectif de rationalisation des dépenses publiques. Elle permet d'adresser la question à la fois de la qualité des ressources humaines et des dépenses salariales sous-jacentes, nécessaires pour accompagner la mise en œuvre de la stratégie nationale de développement du pays.

Malgré la persistance des contraintes socioéconomiques actuelles, les salaires et les pensions ont été régulièrement payés chaque mois dans les délais et en cohérence avec le cadrage budgétaire prévu dans la loi de finances 2023. Au cours du premier semestre 2023, le volume total des salaires versés aux agents publics s'élève à **604,9 milliards**, soit **48,9%** des crédits budgétaires selon la prévision révisée. Le montant des pensions payées s'élève quant à lui à **125,8 milliards**, soit un taux d'exécution de **48,6%** des prévisions. Par rapport au premier semestre 2022, la masse salariale des six premiers mois de l'exercice budgétaire 2023 connaît une légère hausse de **12,8%** essentiellement due d'une part, à l'ajustement salariale au taux moyen de 5,2% de février et d'autre part, à la mise en œuvre des mesures du Gouvernement en réponse aux revendications des enseignants du secondaire et du primaire. Il en est de même pour la masse des pensions qui s'est accrue de **1,9%** au cours de la même période par rapport à celle enregistrée en 2022. Cette augmentation s'explique par la diligence à noter dans la liquidation des droits à pensions et ainsi que la poursuite de l'apurement des passifs salariaux dû aux retraités.

### – Structure des effectifs et de la masse salariale par secteur

L'effectif total des agents publics au 30 juin 2023 dans le fichier solde de l'Etat s'élève à **379 020** pour les actifs (tous corps confondus), et **157 717** pensionnés. Comme l'indique le tableau 1 suivant, le secteur social emploie 58,7% des effectifs, suivi du secteur de la défense et sécurité (24,12%) et de l'Administration générale et financière (9,36%). La structure des effectifs par secteur se présente comme suit :

**Tableau 1** : Répartition des effectifs et de la masse salariale par secteur au 30 juin 2023

| Secteurs                              | Effectifs      | Masse salariale (Milliards) | Poids des masses salariales | Poids des effectifs |
|---------------------------------------|----------------|-----------------------------|-----------------------------|---------------------|
| Infrastructure productive             | 11 374         | 14,69                       | 2,50%                       | 2,43%               |
| Souveraineté et Gouvernance           | 22 447         | 39,31                       | 4,40%                       | 6,50%               |
| Production et commerce                | 14 451         | 18,4                        | 3,20%                       | 3,04%               |
| Administration générale et financière | 35 472         | 31,58                       | 5,22%                       | 9,36%               |
| Défense et Sécurité                   | 97 490         | 145,93                      | 24,10%                      | 24,12%              |
| Secteurs sociaux                      | 197 786        | 355,05                      | 60,30%                      | 58,69%              |
| <b>TOTAL</b>                          | <b>379 020</b> | <b>604,9</b>                | <b>100%</b>                 | <b>100%</b>         |

Source : MINFI/DGB

## – Structure des effectifs et de la masse salariale par sous-secteur

L'exploration des sous-secteurs d'activités permet de constater de façon plus détaillée que rendu au 30 juin 2023, le sous-secteur Education (enseignement secondaire et de base) détient la plus grande part avec 42,8% des effectifs de la fonction publique au Cameroun au cours du premier semestre de l'année 2023. Au sein de ce sous-secteur, l'effectif du personnel des enseignants secondaires s'élève à près de 62,07%.

Pour ce qui est de l'analyse par administration, le MINESEC a le plus gros effectif avec 26,1% de l'ensemble des agents publics de l'Etat, suivi du MINDEF et du MINEDUB ayant respectivement 17,9% et 14,7% des effectifs.

Le tableau ci-après présente la répartition des effectifs par sous-secteur.

**Tableau 2** : Répartition des effectifs et de la masse salariale par sous-secteur d'activités en juin 2023

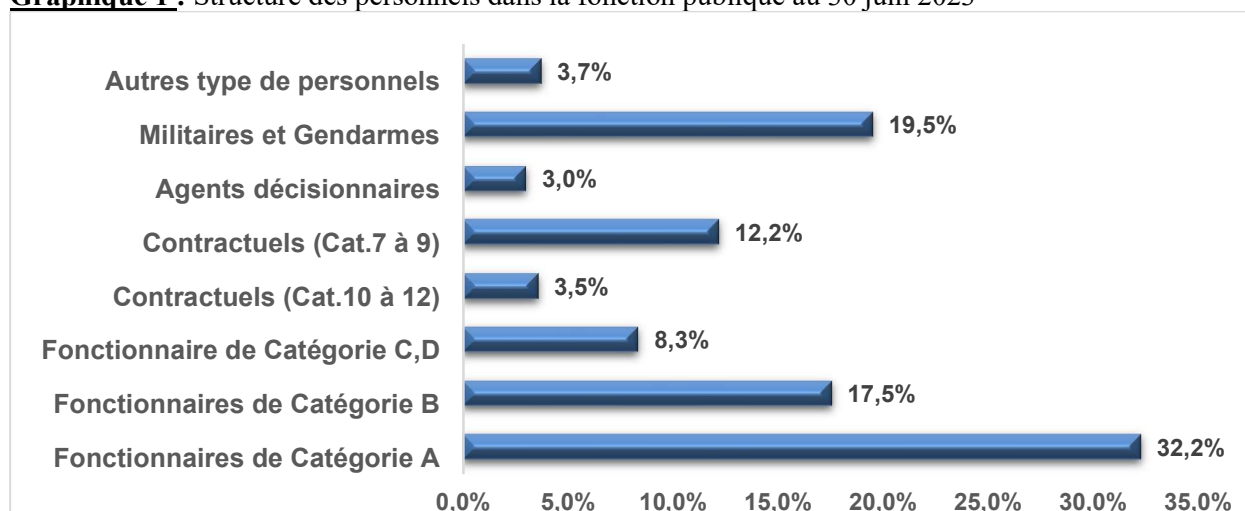
| Sous-secteurs                              | Effectifs      | Masses salariales (milliards) | Poids des effectifs | Poids de la masse salariale |
|--|----------------|-------------------------------|---------------------|-----------------------------|
| Souveraineté                               | 14 837         | 26,13                         | 4,32%               | 3,91%                       |
| Sûreté nationale                           | 23 117         | 37,95                         | 6,27%               | 6,10%                       |
| Défense                                    | 74 373         | 107,98                        | 17,85%              | 19,62%                      |
| Administration générale et financière      | 35 472         | 31,58                         | 5,22%               | 9,36%                       |
| Education de base                          | 61 575         | 88,96                         | 14,71%              | 16,25%                      |
| Enseignements Secondaires                  | 100 745        | 203,45                        | 33,63%              | 26,58%                      |
| Reste Enseignement, formation et recherche | 12 263         | 27,69                         | 4,58%               | 3,24%                       |
| Communication, culture, loisirs et sport   | 7 610          | 13,17                         | 2,18%               | 2,01%                       |
| Santé                                      | 19 592         | 30,58                         | 5,06%               | 5,17%                       |
| Affaires sociales                          | 3 440          | 4,19                          | 0,69%               | 0,91%                       |
| Infrastructures                            | 11 374         | 14,69                         | 2,43%               | 3,00%                       |
| Production et commerce                     | 14 451         | 18,4                          | 3,04%               | 3,81%                       |
| Dépenses non réparties par fonction        | 171            | 0,16                          | 0,03%               | 0,05%                       |
| <b>TOTAL</b>                               | <b>379 020</b> | <b>604,9</b>                  | <b>100,00%</b>      | <b>100,00%</b>              |

Source : MINFI/DGB

## – Structure des effectifs par catégorie au 30 juin 2022

Comme le montre le graphique 1 suivant, les fonctionnaires de catégorie **A** sont les plus nombreux de la Fonction Publique (32,2%) dont plus de 3/4 constitués d'enseignants du secondaire. Ensuite, le personnel de l'armée (militaires et gendarmes) constitue le second groupe de personnels les plus nombreux (19,5%) ; ils sont suivis du personnel de la catégorie **B** (17,5%) et des contractuels (15,7%). Il faut préciser que le groupe « *Autres catégories de personnel* » est composé essentiellement des chefs traditionnels et des personnels à solde globale, avec un poids de **3,7 %** des effectifs de la fonction publique. Le tableau ci-dessous présente l'ensemble des catégories.

**Graphique 1 :** Structure des personnels dans la fonction publique au 30 juin 2023



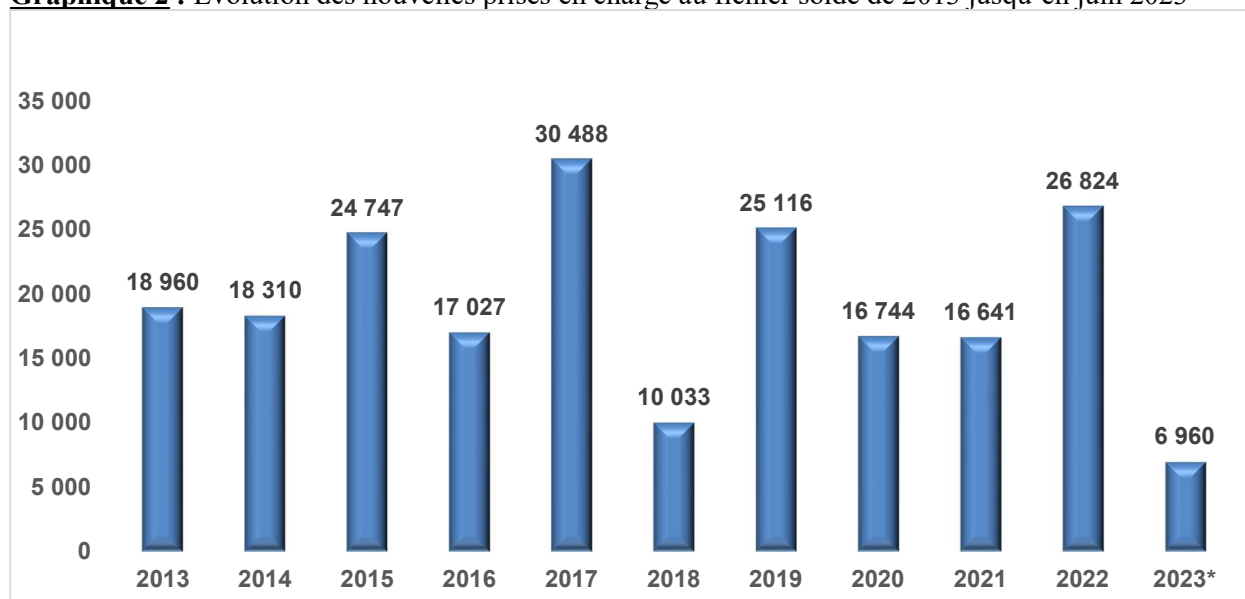
Source : MINFI/DGB

(\*) Le groupe « Autres catégories » est essentiellement composé des Chefs traditionnels et des personnels à la solde globale.

### – Evolution des prises en charge financières des nouveaux agents publics (PEC)

Au cours des six premiers mois de l'exercice budgétaire 2023, le nombre de nouvelles prises en charge financière, c'est-à-dire des nouveaux agents publics ayant perçu leur 1<sup>er</sup> salaire, s'élève à **6 960**.

**Graphique 2 :** Evolution des nouvelles prises en charge au fichier solde de 2013 jusqu'en juin 2023



Source : MINFI/DGB

(\*) Effectif des nouvelles prises en charge de janvier à juin 2023

Avec des variations très prononcées au cours de ces dernières années, l'effectif global des nouveaux entrants dans le fichier solde (hors pensionnés) entre janvier 2013 et juin 2023, s'élève à plus de **211 850**. Il faut préciser qu'au cours de cette période, l'effectif le plus élevé des nouvelles entrées au fichier solde de l'Etat est de **30 488** enregistré en 2017. Cet effectif est essentiellement porté par les recrutements à travers les Ecoles Normales Supérieures et ENSET dont les effectifs supplémentaires ont atteint **10 226** cette année-là. De manière globale, ces derniers représentent 31,3% de l'ensemble des recrutements sur la

période 2013-2023 ; ils sont secondés par les recrutements dans l'armée (22,3%). Le recrutement des instituteurs ne représente que 7,4% et ceux du personnel de la santé 3,1%. Sous un autre angle les recrutements dans la catégorie **A** ont été les plus nombreux (35,0%) contre 3,6% seulement dans la catégorie **B** et 3,7 dans les catégories **C** et **D**.

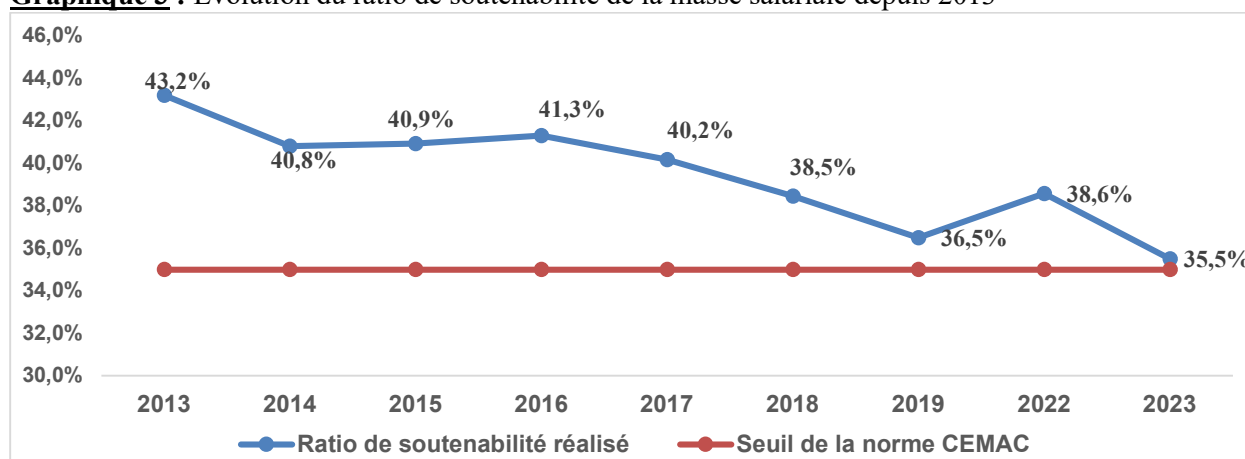
## 2. Défis de la maîtrise des effectifs

La soutenabilité budgétaire des dépenses salariales est un enjeu capital dans la viabilité des finances publiques à la fois en raison du poids considérable de la masse salariale dans le budget de l'Etat et de ce que le paiement des salaires fait l'objet d'un engagement de très long terme de l'Etat vis-à-vis des agents publics recrutés. C'est dans ce sens que sa maîtrise demeure l'une des priorités constantes du Gouvernement. L'exigence des efforts de rationalisation s'impose, notamment avec un niveau optimal des effectifs dans la fonction publique avec une masse salariale conséquente pour permettre à l'Etat de pouvoir honorer durablement ses engagements vis-à-vis des agents publics et des pensionnés. Le niveau optimal des dépenses de personnel s'apprécie généralement par le ratio de soutenabilité.

### – Le ratio de soutenabilité

Le principal indicateur de performance adossé à l'effort de rationalisation des dépenses de salaires est le ratio de soutenabilité de la masse salariale. Il est défini en tenant compte à la fois du niveau des dépenses salariales exécutées et des recettes fiscales mobilisées. Le ratio de soutenabilité évalué au 31 décembre 2022 est de **38,6%**, au-dessus du seuil de **35%** fixé par la norme CEMAC dans le cadre de la surveillance multilatérale. Des efforts budgétaires de resserrement des dépenses salariales et d'amélioration des recettes fiscales sont indispensables pour permettre de tendre vers un objectif de soutenabilité en cohérence avec les engagements de l'Etat vis-à-vis de la norme communautaire. Ces efforts ont porté le ratio de soutenabilité à **35,5%** au terme du 1<sup>er</sup> semestre 2023 comme le montre le graphique ci-dessous.

**Graphique 3** : Evolution du ratio de soutenabilité de la masse salariale depuis 2013



**Source** : MINFI/DGB

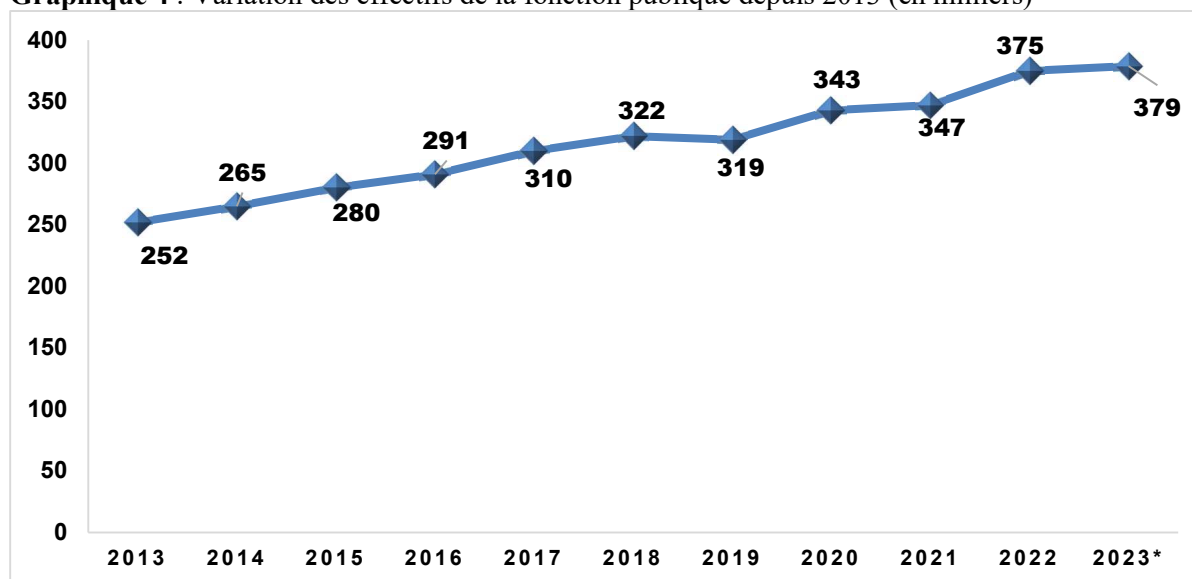
(\*) Valeur estimée au 1<sup>er</sup> semestre 2023

### – Evolution des effectifs des agents publics

L'analyse de l'évolution des dépenses de personnel au cours des 10 (dix) dernières années a permis de révéler que la masse salariale effectivement payée aux agents publics dans le budget de l'Etat connaît une forte croissance dont la moyenne annuelle ne s'écarte toujours pas de 5,5%, malgré les multiples actions d'assainissement du fichier solde de l'Etat. Cette progression est essentiellement portée par les recrutements massifs effectués au cours de cette période.

En effet, au regard de l'évolution des effectifs des agents publics ces dernières années et de l'accroissement sous-jacent de la masse salariale, une réflexion profonde s'impose sur la capacité future à honorer les paiements des salaires, compte tenu de persistance des contraintes financières liées à la conjoncture économique. Le graphique ci-dessous illustre l'évolution des effectifs de la fonction publique depuis 2013.

**Graphique 4** : Variation des effectifs de la fonction publique depuis 2013 (en milliers)



Source : MINFI/DGB

(\*) Valeur au 1er semestre 2023

En effet, au regard de la forte croissance des effectifs ces dernières années, les plans de recrutement doivent tenir compte des plafonds de crédits nécessaires et disponibles pour éviter les dérapages budgétaires et les risques de non-paiement des salaires. Ainsi, compte tenu du contexte économique actuel, le coût annuel des recrutements à effectuer au cours de la période 2023-2026 devra être contenu en deçà d'un plafond de crédits budgétaires pour permettre d'une part, d'éviter toute impasse budgétaire liée à la progression des dépenses salariales et d'autre part, de garantir, avec une meilleure perspective de croissance économique, le retour progressif du ratio de soutenabilité de la masse salariale vers la norme CEMAC. Le Gouvernement a opté pour une politique de prudence en fixant à 7,9 milliards FCFA le plafond de crédits budgétaires à accorder aux nouveaux recrutements en 2023. Cela implique non seulement la réduction du volume absolu des recrutements, mais également une restructuration du profil de ceux-ci de manière à tenir compte de la qualité des ressources humaines exigée par les options stratégiques du Gouvernement en matière de développement. Cette optimisation implique de bien calibrer le recrutement des cadres supérieurs et celui des agents.

– **Le système d'information de gestion des ressources humaines**

Il est important de rappeler que la contrainte essentielle relative aux dépenses de personnel concerne à la fois la faible maîtrise des effectifs et la qualité des recrutements, notamment le profil peu approprié du personnel recruté. Le niveau de maîtrise des effectifs dans les administrations par les structures en charge de la gestion des ressources humaines reste encore approximatif, pour adresser véritablement d'une part, la question des déficits réels et d'autre part, les priorités concernant les profils des agents publics à recruter.

S'agissant particulièrement des recrutements, le défi fondamental demeure la complexité des étapes qui entourent l'engagement d'un agent public par l'Etat. Ces étapes sont : l'expression des besoins en ressources humaines par les administrations, la validation des besoins retenus, le processus de recrutement proprement dit, la production des actes de recrutement, et la prise en charge effective dans le fichier solde. Ces différentes étapes sont fortement contraintes par un système d'information inadapté et non harmonisé. Ce qui limite la visibilité dans les administrations sur la gestion des effectifs, et plus particulièrement sur les déploiements dans les services pour résorber les déficits.

Par ailleurs, le système d'information du suivi et de la gestion des agents publics concernant par exemple les décès ou les abandons de poste, reste encore peu maîtrisé dans les administrations, induisant en conséquence un impact négatif sur la qualité de la dépense salariale. A titre d'illustration, un audit des comptes des agents publics et retraités décédés amorcé en 2020 par le Gouvernement, a permis en janvier 2022 de récupérer auprès des banques et microfinances la somme de FCFA 20,1 milliards reversée au Trésor Public au titre de salaires *post moterm*. Ces salaires et pensions indument versés sont la conséquence de la faiblesse du système d'information actuel en matière d'Etat Civil, lequel ne permet pas d'avoir l'information sur le décès de l'agent plusieurs années après.

A cela s'ajoutent d'autres dysfonctionnements dans les administrations à l'instar de la mauvaise allocation des ressources humaines existantes, des abandons des postes non signalés, etc., qui altèrent la qualité des dépenses salariales. Des opérations d'assainissement demeurent indispensables pour permettre d'assurer la mise à jour continue du fichier solde de l'Etat. Rentrée dans sa phase de développement, la nouvelle application de gestion des ressources humaines (SIGIPES 2) pour laquelle le Gouvernement s'est engagé et qui devrait éminemment entrer en service, permettra à coup sûr d'atténuer ces difficultés pour une meilleure maîtrise de la dépense salariale.

### **3. Perspectives pour l'exercice 2024-2026**

Le contexte de la prévision des dépenses salariales et des pensions au titre de l'exercice budgétaire 2024, est marqué par de fortes pressions sur le cadrage budgétaire des salaires contenu dans la Loi de finances 2023. Ces pressions proviennent d'une part des revendications corporatistes en matière de salaires, et d'autre part, des demandes de plus en plus croissante de crédits budgétaires exprimées par les administrations pour faire face à leurs multiples besoins de services.



## – L'évolution globale de la masse salariale en 2023

L'effectif total projeté du personnel actif de la fonction publique devra se situer à 411 749 à l'horizon de décembre 2024, soit 8,6% de croissance des effectifs observés au 30 juin 2023. Ce qui a conduit à une prévision de la masse salariale conséquente au titre de l'exercice budgétaire 2024 d'un montant global **de 1 357 261 834 407 FCFA**, en hausse de 9,8% par rapport à son niveau dans la Loi de finances 2023 révisée. Les volumes des salaires projetés pour les exercices budgétaires 2025 et 2026 sont respectivement de **1 420 821 150 000 et 1 482 868 101 750 FCFA** soit des évolutions respectives de + 4,7% et +4,4%.

Les évolutions globales prévues en 2025 et 2026 sont non encore définitives, elles reflètent la visibilité très approximative qu'ont les administrations au-delà d'un horizon annuel de prévision. En effet, la forte centralisation des recrutements au niveau du MINFOPRA et la difficulté de concilier à la fois le plan de recrutement et un schéma de déploiement associé à moyen terme, constituent des facteurs limitatifs pour les administrations dans la gestion stratégique et opérationnelle de leurs personnels. La prévision étant glissante, les ajustements nécessaires seront faits pour corriger les erreurs liées à cette absence de visibilité.

## – Répartition des dépenses salariales par administration projetées en 2024

La prévision des masses globales est présentée par chapitre budgétaire dans le tableau ci-après :

**Tableau 3** : Prévision des plafonds de crédits budgétaires au titre des salaires et pensions

| N° | MINISTERE   | LF2023          | PLF 2024        | Projection 2025 | Projection 2026 | Variation<br>LF2023<br>PLF2024 |
|----|-------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|--------------------------------|
| 1  | PRC         | 3 950 347 921   | 4 328 148 853   | 4 538 064 073   | 4 742 276 956   | 9,56%                          |
| 2  | MIRA        | 61 337 467      | 60 686 411      | 63 629 702      | 66 493 038      | -1,06%                         |
| 3  | SPM         | 1 276 076 338   | 1 303 952 536   | 1 367 194 235   | 1 428 717 975   | 2,18%                          |
| 4  | DGSN        | 77 187 457 201  | 83 253 184 514  | 87 290 963 963  | 91 219 057 341  | 7,86%                          |
| 6  | 06 MINREX   | 14 047 863 673  | 15 210 500 934  | 15 948 210 229  | 16 665 879 690  | 8,28%                          |
| 7  | MINATD      | 18 257 913 633  | 19 615 671 914  | 20 567 032 002  | 21 492 548 442  | 7,44%                          |
| 8  | MINJUSTICE  | 32 866 587 434  | 34 838 419 374  | 36 528 082 713  | 38 171 846 435  | 6,00%                          |
| 9  | MINDDEVEL   | 1 936 997 753   | 2 268 996 959   | 2 379 043 311   | 2 486 100 260   | 17,14%                         |
| 10 | MINMAP      | 4 038 801 838   | 4 167 576 521   | 4 369 703 983   | 4 566 340 662   | 3,19%                          |
| 13 | MINDEF      | 217 481 439 281 | 236 352 835 212 | 247 815 947 719 | 258 967 665 367 | 8,68%                          |
| 14 | MINAC       | 1 820 898 116   | 2 077 785 786   | 2 178 558 397   | 2 276 593 524   | 14,11%                         |
| 15 | MINEDUB     | 179 364 692 115 | 200 122 749 903 | 209 198 203 273 | 218 027 122 421 | 11,6%                          |
| 16 | MINSEP      | 11 880 214 857  | 12 380 840 368  | 12 981 311 125  | 13 565 470 126  | 4,21%                          |
| 17 | MINCOM      | 1 590 699 475   | 1 741 616 939   | 1 826 085 361   | 1 908 259 202   | 9,49%                          |
| 18 | MINESUP     | 40 208 891 327  | 46 015 901 732  | 48 247 672 966  | 50 418 818 249  | 14,44%                         |
| 19 | MINRESI     | 6 928 417 269   | 7 683 604 519   | 8 056 259 339   | 8 418 791 009   | 10,90%                         |
| 20 | MINFI       | 30 172 791 420  | 30 254 829 920  | 31 722 189 172  | 33 149 687 684  | 0,27%                          |
| 21 | MINCOMMERCE | 4 492 240 944   | 5 295 568 422   | 5 552 403 491   | 5 802 261 648   | 17,88%                         |

|                       |               |                          |                          |                          |                          |              |
|-----------------------|---------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------|
| 22                    | MINEPAT       | 4 965 196 006            | 5 158 281 672            | 5 408 458 333            | 5 651 838 958            | 3,89%        |
| 23                    | MINTOUL       | 1 742 375 373            | 1 815 923 990            | 1 903 996 303            | 1 989 676 137            | 4,22%        |
| 25                    | MINESEC       | 415 652 500 220          | 469 827 345 279          | 491 207 471 525          | 512 006 807 743          | 13,0%        |
| 26                    | MINJEC        | 11 221 274 016           | 11 585 203 855           | 12 147 086 242           | 12 693 705 123           | 3,24%        |
| 28                    | MINEPDED      | 2 320 653 388            | 2 379 064 069            | 2 494 448 677            | 2 606 698 867            | 2,52%        |
| 29                    | MINMIDT       | 3 373 649 234            | 3 573 937 342            | 3 747 273 303            | 3 915 900 602            | 5,94%        |
| 30                    | MINADER       | 13 016 008 682           | 14 289 247 752           | 14 982 276 268           | 15 656 478 700           | 9,78%        |
| 31                    | MINEPIA       | 9 424 103 859            | 10 236 227 448           | 10 732 684 479           | 11 215 655 281           | 8,62%        |
| 32                    | MINEE         | 3 039 347 369            | 3 270 780 391            | 3 429 413 240            | 3 583 736 836            | 7,61%        |
| 33                    | MINFOF        | 7 949 335 692            | 8 238 159 030            | 8 637 709 743            | 9 026 406 681            | 3,63%        |
| 35                    | MINEFOP       | 9 963 131 316            | 10 312 897 397           | 10 813 072 921           | 11 299 661 202           | 3,51%        |
| 36                    | MINTP         | 5 260 703 542            | 5 708 241 881            | 5 985 091 612            | 6 254 420 735            | 8,51%        |
| 37                    | MINDCAF       | 5 192 266 305            | 5 665 016 625            | 5 939 769 932            | 6 207 059 579            | 9,10%        |
| 38                    | MINHDU        | 2 429 400 271            | 2 635 332 321            | 2 763 145 939            | 2 887 487 506            | 8,48%        |
| 39                    | MINPMEESA     | 2 111 554 859            | 2 317 653 581            | 2 430 059 780            | 2 539 412 470            | 9,76%        |
| 40                    | MINSANTE      | 62 416 106 850           | 67 194 643 155           | 70 453 583 348           | 73 623 994 599           | 7,66%        |
| 41                    | MINTSS        | 1 883 528 764            | 2 058 231 066            | 2 158 055 273            | 2 255 167 760            | 9,28%        |
| 42                    | MINAS         | 4 011 212 431            | 4 391 335 238            | 4 604 314 997            | 4 811 509 172            | 9,48%        |
| 43                    | MINPROFF      | 2 535 170 451            | 2 583 495 406            | 2 708 794 933            | 2 830 690 705            | 1,91%        |
| 45                    | MINPOSTEL     | 3 897 673 467            | 4 185 404 385            | 4 388 396 498            | 4 585 874 340            | 7,38%        |
| 46                    | MINT          | 4 333 700 136            | 4 641 559 484            | 4 866 675 119            | 5 085 675 500            | 7,10%        |
| 50                    | MINFOPRA      | 5 131 707 900            | 6 524 055 850            | 6 840 472 559            | 7 148 293 824            | 27,13%       |
| 60                    | CONSUPE       | 1 081 373 225            | 1 089 419 684            | 1 142 256 538            | 1 193 658 083            | 0,74%        |
| 61                    | COURS SUPREME | 177 571 957              | 353 928 284              | 371 093 805              | 387 793 027              | 99,32%       |
| <b>TOTAL SALAIRES</b> |               | <b>1 236 252 841 527</b> | <b>1 357 261 834 407</b> | <b>1 420 821 150 000</b> | <b>1 482 868 101 750</b> | <b>9,8%</b>  |
| <b>PENSIONS</b>       |               | <b>259 217 225 010</b>   | <b>269 585 914 010</b>   | <b>280 369 350 571</b>   | <b>291 584 124 593</b>   | <b>4,00%</b> |

Source : MINFI/DGB

Les variations qui caractérisent l'évolution des masses salariales par administration entre les plafonds contenus dans la Loi de finances 2023 et les projections 2024, ont tenu compte des consommations effectives des crédits budgétaires et des sollicitations observées de janvier à juin 2023. C'est ainsi qu'il est important de distinguer les différentes variations selon qu'elles sont haussières ou baissières.

#### – Les variations de masse salariale en 2024

Les variations relativement élevées des dépenses salariales dans certaines administrations pour l'année budgétaire 2024, proviennent essentiellement des recrutements observés ces deux dernières années dont les prises en charges ont été projetées en 2024, ainsi que l'application des mesures du Gouvernement en réponse aux revendications des enseignants. C'est ce qui explique l'accroissement de la dépense salariale prévisionnelle du MINESEC (13,0%) et au MINEDUB (11,6%) en 2024.

Pour les recrutements, il s'agit des temporaires des administrations de souveraineté qui ont été contractualisés. La poursuite de la prise en charge financière de ces effectifs venus en

masse n'avait pas été suffisamment anticipée dans les prévisions des exercices antérieures, et devra se faire en 2024.

De façon plus précise, l'on peut souligner que l'augmentation de 17,14% de masse salariale au MINDDEVEL se justifie par la mise en place progressive des personnels de cette jeune administration. Cette tendance devra certainement se ralentir au cours des années prochaines avec les déploiements déjà effectué des nouveaux effectifs dans l'ensemble des administrations.

Pour ce qui concerne le MINFOPRA dont l'accroissement en 2024 est de 27,13%, il faut dire que les prévisions salariales de 2023 faites en 2022 pour cette administration n'avaient pas suffisamment pris en compte le paiement des rappels de salaires des élèves ENAM ; ce qui avait entraîné une sous-estimation de la masse salariale du MINFOPRA.

La hausse de 14,0% de la masse salariale du MINESUP par rapport au volumes des crédits budgétaires alloués pour 2023 est justifiée par le fait que, ces derniers ont été vraisemblablement en-dessous des besoins réels constatés. De plus, les prévisions 2024 tiennent compte de la prise en charge des assistants recrutés en 2023 dans le cadre du recrutement spécial des 150 Enseignants d'Université.

Pour ce qui est de la Cours Suprême (COURSUP), l'accroissement quasi double de la dépense en salariale en 2024 tient d'une part de la sous-estimation des besoins de crédits pour l'apurement du passif salarial, mais également de la probable tenue du Conseil supérieur de la Magistrature en 2024, à l'issue duquel les avantages de carrière acquis des magistrats doivent être payés.

Certains écarts de prévision observés dans l'exécution du budget en cours (en plus ou en moins) comparativement à la conjecture des consommations au 31 décembre 2023, ont conduit à la prise en compte des mesures correctrices dans les prévisions de l'année 2024. Les volumes de crédits alloués aux salaires de ces administrations subissent pour 2024 soit une révision à la baisse, soit une très faible augmentation compte tenu de la prévision des effectifs futurs. C'est le cas par exemple du MINFI, des SPM ou du CONSUPE.

#### – **Mesures de rationalisation des dépenses salariales**

La rationalisation des dépenses des personnels et la maîtrise de la masse salariale en particulier, pour garantir la viabilité des finances publiques, interpelle permanentement toutes les administrations et les responsables publics à la stricte application des mesures d'assainissement. De façon concrète, les mesures de rationalisation des dépenses de personnel au cours des exercices 2024-2026 concerneront principalement :

- Le renforcement des mécanismes de contrôle et la poursuite de l'assainissement du fichier solde de l'Etat afin d'améliorer davantage la qualité de la dépense des salaires

et des pensions supportés par le budget de l'Etat et permettre au trésor public de faire des économies budgétaires ;

- La réforme du processus de recrutement et de gestion des ressources humaines de l'Etat, en vue d'assurer la cohérence entre la qualité des recrutements et les besoins en personnels indispensables pour dynamiser les secteurs prioritaires en adéquation avec la SND30. Cette réforme devra également permettre de garantir la maîtrise des effectifs et la gestion rationnelle des ressources humaines de l'Etat ;
- L'apurement progressif de la dette salariale et la mise en place de mécanismes devant permettre de réduire son accumulation ;
- L'accompagnement des CTD à la mise en place d'une fonction publique locale : l'accélération de la mise en place de la fonction publique locale est plus que jamais une priorité dans le cadre du renforcement du processus de décentralisation afin d'assurer une meilleure gestion des compétences transférées ;
- L'accélération du processus de mise en service du nouveau système de gestion du personnel et de la solde, notamment le SIGIPES II.

**Tableau 4 : Effectifs et masse salariale par administration au cours du premier semestre 2023**

| Chapitre budgétaire et administration | Effectif au 30 juin 2023 | Masse salariale totale au cours du 1er semestre 2023 | Poids des effectifs | Poids des masses salariales |
|---------------------------------------|--------------------------|--|---------------------|-----------------------------|
| PRC                                   | 1 942                    | 1 946 975 899  | 0,51%               | 0,32%                       |
| MINRA                                 | 17                       | 30 358 807   | 0,00%               | 0,01%                       |
| SPM                                   | 481                      | 645 758 320  | 0,13%               | 0,11%                       |
| DGSN                                  | 23 117                   | 37 950 949 191                                       | 6,10%               | 6,27%                       |
| MINREX                                | 1 388                    | 6 700 855 933  | 0,37%               | 1,11%                       |
| MINAT                                 | 17 129                   | 9 331 870 005  | 4,52%               | 1,54%                       |
| MINJUSTICE                            | 10 674                   | 16 186 008 608                                       | 2,82%               | 2,68%                       |
| MINDDEVEL                             | 734                      | 1 008 684 725  | 0,19%               | 0,17%                       |
| MINMAP                                | 1 251                    | 1 995 822 658  | 0,33%               | 0,33%                       |
| MINDEF                                | 74 373                   | 107 985 510 851                                      | 19,62%              | 17,85%                      |
| MINAC                                 | 619                      | 887 006 300  | 0,16%               | 0,15%                       |
| MINEDUB                               | 61 575                   | 88 967 848 806                                       | 16,25%              | 14,71%                      |
| MINSEP                                | 2 920                    | 6 034 927 125  | 0,77%               | 1,00%                       |
| MINCOM                                | 553                      | 765 398 977  | 0,15%               | 0,13%                       |
| MINESUP                               | 7 346                    | 19 505 726 303                                       | 1,94%               | 3,22%                       |
| MINRESI                               | 1 634                    | 3 400 940 229  | 0,43%               | 0,56%                       |
| MINFI                                 | 12 354                   | 14 503 637 433                                       | 3,26%               | 2,40%                       |
| MINCOMMERCE                           | 1 977                    | 2 189 636 466  | 0,52%               | 0,36%                       |
| MINEPAT                               | 1 611                    | 2 317 364 452  | 0,43%               | 0,38%                       |
| MINTOUL                               | 710                      | 880 231 317  | 0,19%               | 0,15%                       |
| MINESEC                               | 100 745                  | 203 453 313 722                                      | 26,58%              | 33,63%                      |
| MINJEC                                | 3 518                    | 5 489 866 812  | 0,93%               | 0,91%                       |
| MINEPDED                              | 699                      | 849 417 016  | 0,18%               | 0,14%                       |
| MINIMIDT                              | 1040                     | 1 494 590 696  | 0,27%               | 0,25%                       |
| MINADER                               | 4 828                    | 6 292 333 958  | 1,27%               | 1,04%                       |
| MINEPIA                               | 3 730                    | 4 660 678 893  | 0,98%               | 0,77%                       |
| MINEE                                 | 1 120                    | 1 591 693 361  | 0,30%               | 0,26%                       |
| MINFOF                                | 3 280                    | 3 823 429 956  | 0,87%               | 0,63%                       |
| MINEFOP                               | 3 283                    | 4 789 932 870  | 0,87%               | 0,79%                       |
| MINTP                                 | 1 987                    | 2 571 719 500  | 0,52%               | 0,43%                       |
| MINDCAF                               | 1 936                    | 2 629 048 293  | 0,51%               | 0,43%                       |
| MINHDU                                | 985                      | 1 232 546 551  | 0,26%               | 0,20%                       |
| MINPMEESA                             | 733                      | 1 026 102 593  | 0,19%               | 0,17%                       |
| MINSANTE                              | 19 592                   | 30 585 931 165                                       | 5,17%               | 5,06%                       |
| MINTSS                                | 738                      | 936 192 208  | 0,19%               | 0,15%                       |
| MINAS                                 | 1 703                    | 1 972 614 475  | 0,45%               | 0,33%                       |
| MINPROFF                              | 999                      | 1 282 859 727  | 0,26%               | 0,21%                       |
| MINPOSTEL                             | 1 367                    | 1 995 544 479  | 0,36%               | 0,33%                       |
| MINT                                  | 1 433                    | 1 862 143 744  | 0,38%               | 0,31%                       |
| MINFOPRA                              | 2 548                    | 2 588 277 324  | 0,67%               | 0,43%                       |
| CONSUPE                               | 335                      | 537 773 243  | 0,09%               | 0,09%                       |
| COURSUP                               | 16                       | 14 829 396   | 0,00%               | 0,01%                       |
| <b>Ensemble actifs</b>                | <b>379 020</b>           | <b>604 990 118 572</b>                               | <b>100,0%</b>       | <b>100,0%</b>               |
| <b>Pensionnés</b>                     | <b>157 715</b>           | <b>125 896 077 175</b>                               |                     |                             |

Source : MINFI/DGB

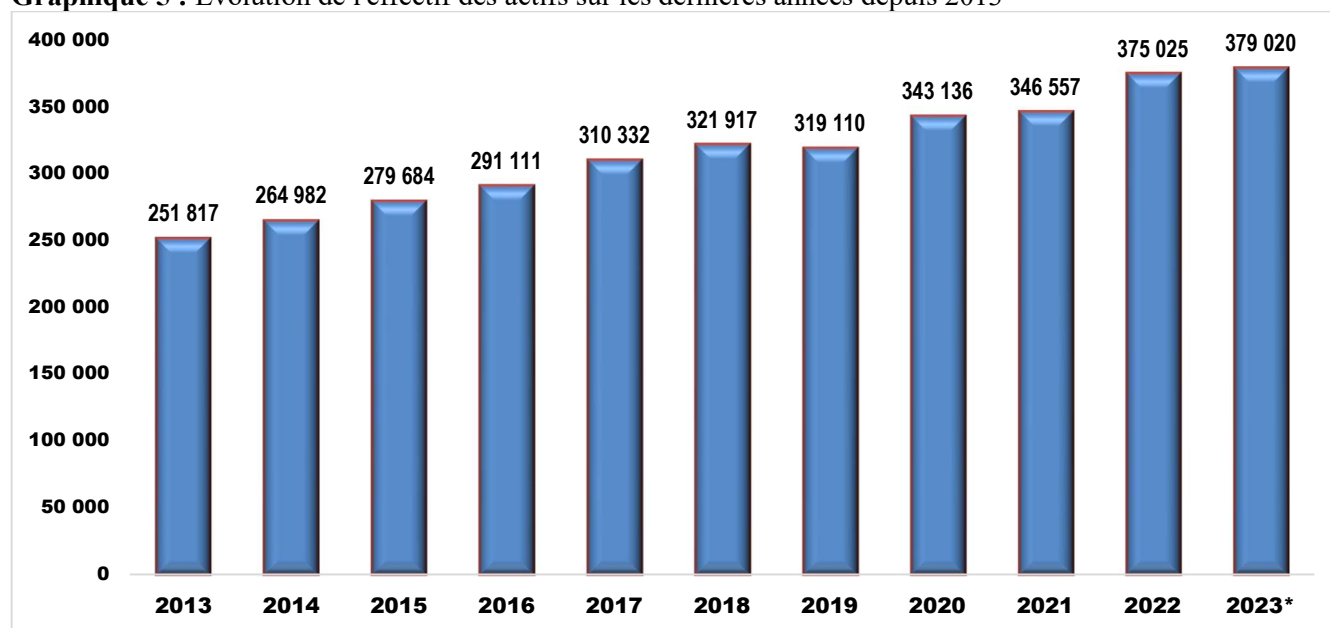
**Tableau 5 : Poids des catégories de personnel par ministère au mois de juin 2023**

| Chapitre budgétaire et administration | Effectif au 30 juin 2023 | Fonctionnaires |             |                  | Corps des armées | Personnels du code du travail |                 |                 | Autres catégorisés | Ensemble |
|---------------------------------------|--------------------------|----------------|-------------|------------------|------------------|-------------------------------|-----------------|-----------------|--------------------|----------|
|                                       |                          | Catégorie A    | catégorie B | Catégorie C et D | Militaires       | Catégorie 10 à 12             | Catégorie 7 à 9 | Catégorie 1 à 6 | Solde globale      |          |
| PRC                                   | 1 959                    | 7,7%           | 0,6%        | 0,6%             | 0,2%             | 10,9%                         | 20,9%           | 58,7%           | 0,6%               | 100%     |
| SPM                                   | 481                      | 29%            | 4%          | 2%               | 0%               | 14%                           | 15%             | 35%             | 1%                 | 100%     |
| DGSN                                  | 23 117                   | 7%             | 19%         | 74%              | 0%               | 0%                            | 0%              | 0%              | 0%                 | 100%     |
| MINREX                                | 1 388                    | 47%            | 24%         | 0%               | 3%               | 9%                            | 7%              | 4%              | 6%                 | 100%     |
| MINAT*                                | 17 129                   | 4%             | 4%          | 1%               | 0%               | 4%                            | 5%              | 3%              | 80%                | 100%     |
| MINJUSTICE                            | 10 674                   | 22%            | 19%         | 46%              | 0%               | 4%                            | 6%              | 3%              | 0%                 | 100%     |
| MINDDEVEL                             | 734                      | 20%            | 11%         | 2%               | 0%               | 43%                           | 19%             | 5%              | 0%                 | 100%     |
| MINMAP                                | 1 251                    | 39%            | 15%         | 0%               | 0%               | 23%                           | 17%             | 5%              | 0%                 | 100%     |
| MINDEF                                | 74 373                   | 0%             | 0%          | 0%               | 98%              | 0%                            | 1%              | 0%              | 0%                 | 100%     |
| MINAC                                 | 619                      | 32%            | 9%          | 0%               | 0%               | 25%                           | 24%             | 10%             | 0%                 | 100%     |
| MINEDUB                               | 61 575                   | 4%             | 57%         | 1%               | 0%               | 1%                            | 37%             | 0%              | 0%                 | 100%     |
| MINSEP                                | 2 920                    | 43%            | 45%         | 1%               | 0%               | 3%                            | 6%              | 2%              | 0%                 | 100%     |
| MINCOM                                | 553                      | 29%            | 6%          | 0%               | 0%               | 23%                           | 29%             | 12%             | 0%                 | 100%     |
| MINESUP                               | 7 346                    | 93%            | 1%          | 0%               | 0%               | 3%                            | 2%              | 1%              | 0%                 | 100%     |
| MINRESI                               | 1 634                    | 63%            | 1%          | 0%               | 0%               | 20%                           | 10%             | 5%              | 0%                 | 100%     |
| MINFI                                 | 12 354                   | 20%            | 17%         | 23%              | 0%               | 14%                           | 17%             | 8%              | 0%                 | 100%     |
| MINCOMMERCE                           | 1 977                    | 13%            | 20%         | 28%              | 0%               | 13%                           | 19%             | 7%              | 0%                 | 100%     |
| MINEPAT                               | 1 611                    | 39%            | 14%         | 1%               | 0%               | 21%                           | 15%             | 10%             | 0%                 | 100%     |
| MINTOUL                               | 710                      | 16%            | 4%          | 1%               | 0%               | 20%                           | 43%             | 16%             | 0%                 | 100%     |
| MINESEC                               | 100 745                  | 88%            | 5%          | 0%               | 0%               | 2%                            | 5%              | 0%              | 0%                 | 100%     |
| MINJEC                                | 3 518                    | 42%            | 40%         | 1%               | 0%               | 5%                            | 9%              | 3%              | 0%                 | 100%     |
| MINEPDED                              | 699                      | 16%            | 11%         | 0%               | 0%               | 37%                           | 25%             | 9%              | 0%                 | 100%     |
| MINIMIDT                              | 1 040                    | 29%            | 15%         | 2%               | 0%               | 27%                           | 20%             | 7%              | 0%                 | 100%     |
| MINADER                               | 4 828                    | 18%            | 36%         | 14%              | 0%               | 7%                            | 18%             | 6%              | 0%                 | 100%     |
| MINEPIA                               | 3 730                    | 10%            | 43%         | 19%              | 0%               | 3%                            | 22%             | 2%              | 0%                 | 100%     |
| MINEE                                 | 1 120                    | 23%            | 12%         | 1%               | 0%               | 28%                           | 26%             | 10%             | 0%                 | 100%     |
| MINFOF                                | 3 280                    | 14%            | 30%         | 29%              | 0%               | 7%                            | 13%             | 7%              | 0%                 | 100%     |
| MINEFOP                               | 3 283                    | 15%            | 40%         | 0%               | 0%               | 3%                            | 36%             | 6%              | 0%                 | 100%     |
| MINTP                                 | 1 987                    | 25%            | 20%         | 5%               | 0%               | 16%                           | 22%             | 12%             | 0%                 | 100%     |
| MINDCAF                               | 1 936                    | 23%            | 21%         | 5%               | 0%               | 22%                           | 23%             | 7%              | 0%                 | 100%     |
| MINHDU                                | 985                      | 19%            | 21%         | 0%               | 0%               | 19%                           | 27%             | 14%             | 0%                 | 100%     |
| MINPMEESA                             | 733                      | 23%            | 6%          | 2%               | 0%               | 28%                           | 29%             | 11%             | 0%                 | 100%     |
| MINSANTE                              | 19 592                   | 27%            | 21%         | 11%              | 0%               | 4%                            | 18%             | 18%             | 0%                 | 100%     |
| MINTSS                                | 738                      | 22%            | 21%         | 7%               | 0%               | 17%                           | 21%             | 12%             | 0%                 | 100%     |
| MINAS                                 | 1 703                    | 11%            | 17%         | 1%               | 0%               | 11%                           | 44%             | 16%             | 0%                 | 100%     |
| MINPROFF                              | 999                      | 19%            | 10%         | 2%               | 0%               | 19%                           | 32%             | 20%             | 0%                 | 100%     |
| MINPOSTEL                             | 1 367                    | 31%            | 21%         | 3%               | 0%               | 14%                           | 21%             | 10%             | 1%                 | 100%     |
| MINT                                  | 1 433                    | 17%            | 18%         | 10%              | 0%               | 21%                           | 23%             | 10%             | 0%                 | 100%     |
| MINFOPRA                              | 2 548                    | 9%             | 39%         | 26%              | 0%               | 8%                            | 8%              | 9%              | 1%                 | 100%     |
| CONSUPE                               | 335                      | 37%            | 2%          | 1%               | 0%               | 36%                           | 10%             | 14%             | 0%                 | 100%     |
| COURSUP                               | 16                       | 100%           | 0%          | 0%               | 0%               | 0%                            | 0%              | 0%              | 0%                 | 100%     |
| <b>ENSEMBLE ACTIFS</b>                | <b>379 020</b>           | <b>32%</b>     | <b>18%</b>  | <b>8%</b>        | <b>19%</b>       | <b>4%</b>                     | <b>12%</b>      | <b>3%</b>       | <b>4%</b>          |          |
| <b>PENSIONNES</b>                     | <b>157 715</b>           |                |             |                  |                  |                               |                 |                 |                    |          |

Source : MINFI/DGB

(\*) Le chapitre budgétaire du MINAT supporte la rémunération des chefs traditionnels

**Graphique 5 : Evolution de l'effectif des actifs sur les dernières années depuis 2013**



Source : MINFI/DGB

N.B. : Baisse en 2019 due à l'opération de Comptage Physique du Personnel de l'Etat (COPPE2018)

**Tableau 6 : Effectif des nouvelles prises en charge effectives dans le fichier solde de janvier 2012 – juin 2022**

| Groupes   | 2013          | 2014          | 2015          | 2016          | 2017          | 2018          | 2019          | 2020          | 2021          | 2022          | 2023*        | Total          |
|---|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|--------------|----------------|
| 1 25000 jeunes                                  | 1 611         | 1 708         | 188           | 118           | 94            |               |               |               |               |               |              | 3 719          |
| 2 Autres décisionnaires                         | 277           | 136           | 65            | 71            | 9             | 35            | 45            | 96            | 133           | 186           | 53           | 1 106          |
| 3 Autres contractuels                           | 635           | 424           | 63            | 48            | 23            | 1 597         | 324           | 170           | 1 487         | 2 503         | 784          | 8 058          |
| 5 Instituteurs vacataires                       | 270           | 59            | 16            | 4             | 3             |               |               | 1             | 3             | 3328          | 2294         | 5 978          |
| 6 Fonctionnaires C & D                          | 707           | 801           | 754           | 969           | 1 412         | 1 207         | 180           | 244           | 731           | 702           | 148          | 7 855          |
| 7 Fonctionnaires B1 & B2                        | 1 102         | 1 273         | 565           | 369           | 925           | 640           | 486           | 333           | 618           | 769           | 423          | 7 503          |
| 8 Enseignants du secondaire                     | 5 258         | 5 462         | 10 113        | 9 608         | 10 226        | 3 313         | 7 341         | 5 644         | 4 650         | 4 493         | 875          | 66 983         |
| 9 Autres fonctionnaires A1 & A2                 | 580           | 724           | 446           | 610           | 493           | 642           | 359           | 330           | 386           | 1115          | 552          | 6 237          |
| 10 Policiers                                    | 2 135         | 14            | 6             | 1             | 4 326         | 4             | 5 523         | 18            | 64            | 5             | 0            | 12 096         |
| 11 Armée  | 5 012         | 1 576         | 9 271         | 222           | 8 054         | 385           | 5 939         | 5 353         | 2 412         | 8 157         | 890          | 47 271         |
| 12 Chefs traditionnels                          | 22            | 4 896         | 2 184         | 585           | 852           | 813           | 728           | 890           | 985           | 831           | 102          | 12 888         |
| 13 Personnels des corps de la santé             | 377           | 244           | 319           | 771           | 744           | 614           | 748           | 528           | 1 127         | 1104          | 205          | 6 781          |
| 14 Contractuels de la PRC SPM MINDEF<br>CONSUPE | 0             | 0             | 0             | 0             | 0             | 0             | 2             | 1 653         | 2 775         | 3 189         | 634          | 8 253          |
| 17 Autres personnels de l'Etat                  | 974           | 993           | 757           | 3 651         | 3 327         | 783           | 3 441         | 1 484         | 1 270         | 412           | 0            | 17 092         |
| <b>Ensemble</b>                                 | <b>35 340</b> | <b>18 960</b> | <b>18 310</b> | <b>24 747</b> | <b>17 027</b> | <b>30 488</b> | <b>10 033</b> | <b>25 116</b> | <b>16 744</b> | <b>26 794</b> | <b>6 960</b> | <b>230 519</b> |

Source : MINFI/DGB

N.B. : Entre janvier 2013 et juin 2023 près de 67 000 enseignants du secondaire ont été pris en charge.

**Tableau 7 : Evolution du ratio de soutenabilité de la masse salariale sur les 10 dernières années**

|                               | 2013        | 2014        | 2015        | 2016        | 2017        | 2018        | 2019        | 2020        | 2021        | 2022        | 2023*       |
|-------------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Recettes fiscales             | 1 828,9     | 2 087,2     | 2 225,0     | 2 269,3     | 2 380,0     | 2 742,3     | 2 768,3     | 2 560,6     | 2 513,0     | 3 048,0     | 1 788,0     |
| Dépenses de personnel         | 790,1       | 851,6       | 910,7       | 937,3       | 956,2       | 1 054,5     | 1 010,1     | 1 043,1     | 1 080,1     | 1 175,6     | 635,4       |
| <b>Ratio de soutenabilité</b> | <b>43,2</b> | <b>40,8</b> | <b>40,9</b> | <b>41,3</b> | <b>40,2</b> | <b>38,5</b> | <b>36,5</b> | <b>40,7</b> | <b>38,2</b> | <b>38,6</b> | <b>35,5</b> |

Source : MINFI/DGB/DDPP

(\*) Niveau de ratiion de soutenabilité réalisé au 30 juin 2023 avec une projection en LF 2023.